



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 2 JANVIER 1982

N° 144

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

LE GOUVERNEMENT VEUT AMUSER LA GALERIE EN FAISANT DES CONCESSIONS SUR LE PLAN CULTUREL

« Culture », « particularité culturelle » : les socialistes au gouvernement veulent éviter ainsi toute autre façon plus radicale de poser le problème national de la Martinique et de la Guadeloupe.

Après Aimé Césaire qui est chargé d'une mission culturelle (dont on n'entend d'ailleurs guère parler), voilà le gouvernement de Mitterrand qui nomme un Recteur noir, et pas n'importe qui, un homme qui a une réputation de nationaliste, auteur d'un livre « les bâtards », qui a été lu et a beaucoup circulé durant vingt ans dans le mouvement anticolonialiste.

L'attitude politique des socialistes français au gouvernement est normale. Dans une situation politique donnée chaque parti joue son jeu à sa manière et pour préserver les intérêts qu'il représente.

Le gouvernement socialiste de Mitterrand n'est certainement pas aveugle au point de croire qu'il pourra éviter réellement de décoloniser la Guadeloupe et la Martinique.

Nous n'en sommes plus aujourd'hui à l'époque où toute personne qui parlait ou écrivait « autonomie ou indépendance » était réprimée plus ou moins fortement. Non, nous n'en sommes plus là. Aujourd'hui des milliers de Guadeloupéens et de Martiniquais partagent le sentiment national et veulent que les Antilles deviennent indépendantes.

C'est normal qu'il en soit ainsi. Et le gouvernement le sait. Il a l'expérience des affaires coloniales d'Asie (Indochine) d'Afrique (Algérie et Afrique noire). On ne peut empêcher la montée du sentiment national dans un peuple colonisé.

La politique des socialistes semble être aujourd'hui de commencer à préparer le terrain politique ou à mettre en place les éléments d'une politique qui pourra être opposée à toute tentative de radicalisation du sentiment national.

Les milliers de jeunes et de travailleurs qui souhaitent la fin de la domination coloniale aux Antilles quel que soit le parti auquel ils sont adhérents ne veulent pas d'un simple changement de façade.

Enlever des « chefs blancs » pour mettre à leur place des « chefs noirs », cela n'est pas la solution à nos problèmes.

Pour l'instant, il n'y a rien de très avancé qui soit accompli. On en est encore à de petits changements de façade : directeurs de l'information, responsables locaux de FR3, recteur, chargés de mission, etc... Mais on voit nettement où veut en venir le gouvernement. On donne les postes honorifiques ou ceux qui ne touchent pas réellement aux affaires importantes - l'économie, la politique - et on garde en main les principaux leviers

Suite p. 4

A PROPOS DE LA NOMINATION DU NOUVEAU RECTEUR

Un professeur et écrivain guyanais, Bertène Juminer, vient d'être nommé Recteur de l'académie Antilles-Guyane, en remplacement de Chaudet.

Cette nomination fait date dans l'histoire de l'administration coloniale, puisque c'est la première fois qu'un Noir est promu au grade de Recteur, poste élevé dans la hiérarchie administrative.

La décision de nommer un Noir n'a

donc pas été prise au hasard par le nouveau gouvernement. Elle correspond à la décision de nommer Césaire responsable d'une mission culturelle dans les DOM, et à la volonté affirmée par le nouveau gouvernement de promouvoir un certain nombre d'Antillo-guyanais à des postes de responsabilité dans l'administration (quoiqu'ils soient pour l'instant nommés au compte-gouttes, les chefs blancs res-

tant la règle et les chefs noirs l'exception).

Une telle décision ne change rien réellement, sur le fond, à la situation de colonies des Antilles, et à la situation de la majorité de la population, c'est-à-dire les Noirs pauvres.

Car les véritables leviers économiques des Antilles, les entreprises, les finan-

Suite p. 2

GREVE A LA SCEFA :

MARTIN FAIT LA SOURDE OREILLE



Manifestation ouvrière lors de l'occupation des terres de Martin en 1980.

En grève maintenant depuis plus d'un mois, les travailleurs de la SCEFA (plan-

tation Max Martin) n'ont toujours pas obtenu satisfaction.

Après avoir établi un barrage qui coupa pendant une journée l'axe routier Basse-Terre Pointe-à-Pitre, ils furent convoqués avec Max Martin à la préfecture pour une conciliation. Mais celle-ci provoqua une rencontre avec le patron de la SCEFA sans que rien ne change. Max Martin refuse de céder.

Celui-ci fait le calcul que pour répondre à la revendication, il faudra soit que les banques lui avancent de l'argent, soit que l'administration le subventionne pour préserver la paix sociale.

Max Martin fait consciemment le choix de ce marchandage avec l'administration. Il sait bien que les banques ne peuvent plus lui avancer de l'argent puisque l'on affirmait mardi 30 que ses plantations et même sa propre villa sont hypothéquées. Par contre, il pense pouvoir encore marchander puisque ses plantations font travailler plus de 200 personnes.

Mais ces calculs pourraient bien être déjoués devant la détermination des travailleurs de Capesterre. Car il n'est pas dit que ceux-ci attendront éternellement le résultat des petits jeux entre Martin, les banques et l'administration.

POLOGNE : LA CLASSE OUVRIERE RESISTE

Il est bien sûr difficile de se faire une idée exacte de la Pologne étant donné que le régime militaire interdit la libre circulation des idées et des personnes. Les informations qui parviennent jusqu'ici sont donc fragmentaires et quelquefois se contredisent. Il y a quelques jours, on pouvait entendre pratiquement toutes les radios annoncer l'échec du coup d'état en ce sens que les militaires ne parvenaient pas à remettre au pas la population et que les actes de résistance continuaient et même s'étendaient.

Aujourd'hui, c'est une toute autre impression qui se dégage. Les journaux et radios font état de la fin de l'occupation des mines de Silésie et parlent de la réussite de la « normalisation ».

Pendant il y a quelques jours, Jaruzelski est donné gagnant aujourd'hui.

L'image d'une résistance populaire s'intensifiant triomphalement était certainement fautive, mais l'image de Jaruzelski qui est parvenu totalement à ses fins militaires, c'est-à-dire à remettre de l'ordre dans le pays et à renvoyer les tra-

vailleurs 1,2 heures par jour dans les usines et tous les jours n'est pas plus exacte.

Le coup de force de Pologne a pris les travailleurs par surprise parce qu'ils ne s'étaient pas moralement préparés à une telle éventualité. La menace la plus sérieuse que tous avaient prévue, était l'intervention soviétique comme en Hongrie ou en Tchécoslovaquie.

Et dans ce cas là, SOLIDARITE prévoyait une résistance populaire qui aurait

Suite p. 4

A PROPOS DE LA NOMINATION DU NOUVEAU RECTEUR

(suite de la page 1)

ces, les circuits commerciaux, les terres, les moyens de communication et de commerce comme le port et l'aéroport, tout cela reste aux mains des mêmes, c'est-à-dire des capitalistes, pour la plupart d'ailleurs des Blancs, békés ou français.

Et ce sont eux qui déterminent la vie économique et politique aux Antilles. C'est en fonction de leurs seuls intérêts qu'est organisé l'ensemble de la vie sociale. Les bas salaires, le chômage, l'émigration d'une grande partie de la jeunesse, tout cela est la conséquence de cette organisation actuelle de la société où un certain nombre de riches dirigent et ont la haute main sur les moyens de production.

Cette situation le gouvernement de gauche n'est pas prêt à la changer, car il ne veut nullement remettre en cause, pas plus en France que dans les DOM d'ailleurs, la domination d'une poignée de capitalistes. Par contre, cela ne lui coûte rien de ravalier la façade en prenant quelques mesures limitées, comme par exemple la nomination d'un recteur Noir, les fondations de l'édifice colonial restant inchangées.

Aussi les Noirs pauvres ne doivent pas se laisser prendre à ce piège. La promotion de quelques noirs à des postes de responsabilité dans l'administration ou autre (même à la tête des entreprises) ne peut rien changer de fondamental à la situation des exploités, travailleurs, chômeurs, pauvres des Antilles.

Bien sûr, que des Noirs dirigent à la place de Blancs qui n'ont aucun lien avec la population peut redonner à celle-ci confiance en elle-même, cela peut apporter une certaine satisfaction d'amour-propre et détruire l'idée colonialiste de l'infériorité ou de l'incapacité des coloni-

sés, des Noirs à se diriger eux-mêmes.

Mais tant que l'ensemble de la vie économique restera hors du contrôle de la population, tant que les entreprises, les terres, le commerce, le transport, seront détenus par les mêmes riches exploités, la situation des pauvres ne connaîtra aucune amélioration.

Le changement pour les Noirs pauvres, ce n'est pas de voir quelques membres de l'élite noire nommés sur de hauts postes, tandis que l'ensemble du système colonial avec ses injustices, son racisme officiel, ses privilèges, reste en place, la façade seule étant repeinte.

Mais ce n'est pas non plus que l'ensemble de la vie économique et politique soit dirigée et contrôlée par une telle élite de noirs instruits et aisés. Le changement, c'est une remise en cause, de tous les privilèges, y compris de ceux des noirs aisés ou riches, c'est le bouleversement des structures sociales, l'expropriation des riches, la prise en main par l'ensemble de la population des leviers économiques. Ce n'est qu'à ce prix que « la responsabilité » ne sera pas seulement réservée à quelques noirs choisis d'en haut par un gouvernement central, mais sera celle de l'ensemble de la population.

Mais cela, ce n'est pas l'affaire du gouvernement, c'est l'affaire des noirs pauvres. Car le véritable changement ne peut venir que d'eux. A condition qu'ils se donnent dès aujourd'hui les moyens de diriger et de contrôler les rouages politiques et économiques du pays, en s'éduquant et en s'organisant dès maintenant en tant que noirs pauvres et non pas en tant qu'Antillais ou que « Noirs » en général.

Claire Goya

MARTINIQUE

LA GREVE DANS LES BANQUES : LES TRAVAILLEURS RECLAMENT LE TEMPS DE VIVRE !

En grève depuis le 21 décembre, les employés des banques formulent quatre revendications : la semaine de 35 h, l'instauration de la journée continue, l'antillanisation des cadres, et le renforcement des mesures de sécurité pour le personnel.

Face à ces revendications, les patrons des banques, c'est-à-dire les directeurs regroupés au sein de l'Association française des Banques, font valoir que les employés perçoivent déjà de nombreux avantages comparativement aux autres travailleurs : des salaires plus élevés de 40 %, un horaire hebdomadaire de 37 h 30. Ils affirment que « la situation économique ne permet pas les 35 h » et que l'instauration des 35 h équivaut à un mois de vacances supplémentaires, ce qu'ils ne veulent pas payer.

Les employés répliquent, eux, que les 35 h permettraient l'embauche d'employés supplémentaires et que vu le chômage qui existe en Martinique cette mesure ne peut que rencontrer l'approbation du public. D'autant plus que les patrons des banques ont largement de quoi payer.

Effectivement, s'il y a un secteur qui dispose d'énormes moyens financiers, c'est bien celui des banques. Les banquiers mettent en avant les menus avantages dont bénéficient à l'heure actuelle les employés, mais si l'on suivait le même raisonnement, on pourrait dire que les banquiers, eux, sont encore plus favorisés !

Comme tous les patrons, ceux-ci voudraient que leurs employés s'alignent sur les conditions de travail et les salaires des travailleurs les plus bas de l'échelle, et les plus mal payés.

Les travailleurs des banques ont bien

raison de vouloir les 35 h et d'autres améliorations à leurs conditions de travail. Les « avantages » dont ils bénéficient déjà, et sur lesquels les banquiers insistent tant pour tenter de discréditer leur grève, ne sont en réalité que des miettes. Exiger d'avoir le temps de vivre en passant moins de temps dans l'entreprise, aménager son horaire en tenant moins compte des intérêts des patrons, telles sont les revendications que tous les travailleurs ne peuvent que soutenir.

Et les travailleurs des banques ont bien raison de les exiger.

GREVE DE 24 HEURES DANS LES BANQUES EN GUADELOUPE

Les travailleurs des banques de Guadeloupe viennent de décider un mouvement de grève de 24 h pour le 30 décembre. Ils veulent manifester ainsi leur accord avec les revendications des travailleurs des banques martiniquais, qui eux, sont en grève illimitée.

Ils réclament l'ouverture immédiate d'une discussion avec les représentants de l'Association des Banques pour leur donner satisfaction sur leurs revendications.

L'avenir dira si les travailleurs des banques de Guadeloupe se contenteront de belles paroles ou bien rejoindront leurs camarades martiniquais déjà en lutte pour les 35 heures notamment.



Travailleurs polonais occupant leur entreprise. C'est contre leur lutte qu'a eu lieu le coup de force militaire.

LE PCM CONTRE LES TRAVAILLEURS POLONAIS

le fait que le PCM ait choisi l'exemple du Chili pour exprimer sa comparaison est significatif, car au Chili aussi il s'agissait pour le gouvernement et l'armée de mettre la classe ouvrière au pas par les moyens les plus brutaux.

Le PCM s'en prend à Solidarité qui, dit-il, « n'a pas eu une attitude constructive »... « En fait, ajoute Justice, alors que le gouvernement voulait rectifier les erreurs, utilisait un langage de concertation, qui accompagnait ses diverses concessions, du côté de Solidarité sous la pression de forces extérieures, les propos belliqueux se succédaient et ils plaçaient chaque fois un peu plus haut la barre de l'affrontement ».

Pour le PCM, c'est donc Solidarité qui est responsable du coup de force de l'armée ! Le PCM considère comme une provocation envers le gouvernement le fait pour les travailleurs polonais d'avoir protesté contre les hausses de prix des produits alimentaires, contre la pénurie qui règne dans le pays, le fait d'avoir exigé le droit de grève et le droit de constituer les syndicats de leur choix, le fait de s'être élevés contre la censure et

d'avoir réclamé la liberté d'expression. Voilà, selon Justice et le PCM, ce dont se sont rendus coupables les travailleurs polonais et Solidarité !

Alors, dans le même article, le PCM déclare fièrement : « Nous, communistes martiniquais, nous avons choisi notre camp, celui de la liberté et de la dignité, celui du socialisme authentique... » on peut se poser des questions sur la nature du « socialisme authentique » pour lequel le PCM dit se battre. Ce « socialisme authentique » est celui des dictatures anti-ouvrières des pays de l'Est, celui des camps de concentration et des Goulags réservés aux opposants de l'URSS.

Ce sont ces régimes farouchement anti-ouvriers que le PCM pare des couleurs de la « liberté » et de la « dignité », et qui écrasent sous la mitraille les aspirations des travailleurs, qui se proclament « socialistes » ou « communistes ». Mais ils n'ont rien à voir avec le communisme ni le socialisme.

Et le PCM non plus qui les soutient contre vents et marées.

Claire Goya

Sous le titre « Préserver le socialisme », le Parti communiste martiniquais, dans Justice n° 47, prend nettement position contre les travailleurs polonais et leur syndicat Solidarité, et s'affirme en faveur du coup de force que l'armée a engagé en Pologne contre les travailleurs.

Le PCM s'est donc mis délibérément du côté de Jaruzelski (dont il cite longuement la proclamation) et autres massacreurs d'ouvriers qui ont lancé leurs chars contre la classe ouvrière polonaise en prétendant eux aussi « préserver le

socialisme ».

Le PCM se vante de ce que, contrairement à ce qui s'est passé au Chili avec le coup d'état de Pinochet, « 48 h après le début de l'état d'urgence, ni les pavés de Varsovie, ni les quais de Gdansk ne sont rougis par le sang des fils de la Pologne ». Pour le PCM ni les dizaines de morts, ni les milliers d'arrestations et d'internements, ni la répression qui s'abat sur ceux qui résistent et qui par exemple risquent la peine de mort pour fait de grève, rien de cela n'existe. Mais

LES HAITIENS : DES PAUVRES INDÉSIRABLES DANS LA RICHE AMERIQUE

On a appris cette semaine que plusieurs centaines d'Haïtiens sont enfermés dans des camps de réfugiés sévèrement gardés comme des prisonniers en Floride (USA). Ces émigrés ont commencé une grève de la faim avant la période de Noël pour sensibiliser l'opinion sur leur sort. Car après les avoir gardés pendant des semaines voire des mois enfermés, l'administration Reagan les livre ensuite à Duvalier en Haïti.

Pour leur apporter leur soutien, des centaines d'autres Haïtiens vivant depuis longtemps en Floride sont allés manifester devant le camp. Ils ont été

matraqués et certains arrêtés par la police américaine.

Il existe d'autres camps américains pour Haïtiens à Porto Rico.

On voit ce que valent les discours des Reagan et Cie sur la « liberté » ou ce que signifient leurs condamnations hypocrites des forfaits de l'autre grande puissance contre les libertés.

A l'Ouest, comme à l'Est, les grandes puissances sont toujours prêtes de la même façon et avec le même cynisme et la même brutalité à soumettre, à emprisonner ou à écraser les peuples.

INNONDATIONS DES QUARTIERS POPULAIRES AUTOUR ET DANS POINTE A PITRE

Comme à chaque période de pluies, les quartiers de Pointe-à-Pitre, Abymes et Gosier sont inondés, les rues sont de véritables petits ruisseaux et en certains endroits l'eau entre dans des maisons. On voit aussi des voitures abandonnées parce qu'elles ont roulé dans des rues noyées.

Ceci n'est pas exceptionnel. Cela se produit chaque année et depuis des dizaines d'années. Et pourtant les brillants cerveaux de l'Équipement que l'on fait venir de 7 000 kilomètres pour étudier ce genre de problèmes n'ont pas été

capables de mettre les habitants de la périphérie de Pointe-à-Pitre hors d'atteinte des inondations.

Alors la conclusion est simple ! Ces messieurs ne vivant pas dans ces quartiers et ayant la possibilité de rester chez eux, lors des grosses pluies, pour traiter leurs affaires par téléphone, n'ont jamais été pressés de régler cette question d'hydraulique.

Il paraît que certains travaux ont eu lieu ; mais on n'en a pas vu le résultat spectaculaire.

DES TRAVAILLEURS DE SOCALTRA

Après la décision de fermer l'entreprise la direction de Socaltra (Delattre Le Vivier) a finalement accepté une négociation en présence d'un responsable de la préfecture qui s'était présenté comme conciliateur. Mais en fait, le rôle de celui-ci a surtout été de gommer tout ce qui était excessif dans l'attitude de Rein, le patron de Socaltra, pour rendre acceptable une reprise sur une base qui ne donnait pas la victoire aux travailleurs.

Ainsi le patron de Socaltra a dû revenir sur le licenciement de deux travailleurs et a promis la prime du 13^e mois pour l'année prochaine.

Les travailleurs présents, une minorité par rapport à l'ensemble, votèrent alors la reprise du travail en acceptant les 110 h de prime de fin d'année au lieu de 173 h et 500 F sur les jours de grève et la promesse des 173 h pour l'année prochaine.

Les grévistes qui faisaient remarquer qu'il était possible encore de continuer le mouvement et de faire céder Rein ont été mis en minorité au vote, à deux reprises.

La majorité jugeant plus efficace de

reprendre le travail pour éviter la fermeture de l'entreprise quitte à reprendre ensuite le mouvement.

Les travailleurs ont repris sans pour autant être démoralisés. Au cours de la grève, il y a eu de nombreuses réunions pour décider de la conduite à tenir. La notion même de diriger la grève soi-même en tant que travailleur grâce à un Comité de grève a progressé. Plus de travailleurs que d'habitude ont participé réellement au mouvement, bien qu'ils aient été quand même minoritaire par rapport à l'ensemble.

Les actions entreprises au cours de la grève laisseront un souvenir certainement marquant à certains cadres qui ont subi à plusieurs reprises les effets de la colère des travailleurs.

Même le patron prétend avoir reçu un coup de poing dans la figure, tandis que d'autres cadres ont eu des ennuis avec leurs voitures.

De toute façon bien des travailleurs pensent déjà qu'il faudra se remettre à la lutte et cette fois faire céder le patron de Socaltra.

PLAGE DE CAP CHEVALLIER MAUVAIS COUP DE L'ADMINISTRATION CONTRE DES CAMPEURS

C'est en pleine grève de l'essence, le dimanche 6 décembre qu'un commando de gendarmes est allé détruire un campement « sauvage » au Cap Chevallier. C'est sous les ordres du sous-préfet du Marin, du maire de Sainte-Anne et des responsables de l'Office national des forêts, que l'assaut a été courageusement donné contre les abris des campeurs absents de la plage à ce moment car ils n'avaient pu s'y rendre faute de carburant (les distributeurs étant en grève). Le matériel, tentes, abris, caravanes a été détruit ou abimé.

Le prétexte avancé est la protection du

littoral, protection qui n'a ému ni maire, ni sous-préfet, ni ONF quand il s'agissait de la construction anarchique d'hôtels et de grandes villas sur les 50 pas géométriques. Mais le 6 décembre, il ne s'agissait que de vacanciers et campeurs ordinaires, et non pas de capitalistes.

Et on voit bien le rôle joué par l'administration, avant comme après le changement de gouvernement. Comme quoi, que le pouvoir soit de droite ou de gauche son administration est toujours prête à effectuer les mêmes mauvais coups contre la population !

AVEC LES TRAVAILLEURS D'ANTILLES-PLASTIQUES

On reparle des travailleurs d'Antilles-Plastiques. En effet, ceux-ci font appel à la Solidarité pour tenter de prendre en main l'entreprise, par le biais d'une coopérative.

Le lundi 9 décembre 1979, la cinquantaine d'ouvriers de l'usine d'Antilles-Plastique, à Saint-Joseph, trouvaient porte close en prenant le travail le matin. Le patron, un béké du nom de Hervé de Sigalony fermait l'usine, réduisant au chômage les travailleurs.

Ceux-ci loin d'accepter un licenciement perpétré avec un tel mépris, se mirent à enquêter pour chercher les raisons de la fermeture de l'entreprise. Et c'est ainsi qu'ils découvrirent qu'ils étaient les victimes d'un conflit survenu entre le patron, de Sigalony, et la majorité des actionnaires parmi lesquels des gros patrons békés comme Cottrell et Hayot. Ceux-ci, mécontents de la gestion de Sigalony, s'étaient mis en tête d'étouffer l'entreprise, de façon à contraindre de Sigalony à se démettre et à reprendre l'usine avec un personnel réduit à environ une dizaine de personnes.

Dans ce plan, les principales victimes devaient être bien entendu les ouvriers dont le nombre était passé d'ailleurs avant la fermeture de 89 à 50, et qui se retrouvaient ainsi sans emploi, attendant que les capitalistes trient parmi eux la dizaine qui seraient embauchés.

Mais les travailleurs ne l'entendirent pas de cette oreille. Ils ont dénoncé le complot monté par les capitalistes et ont empêché ainsi sa réalisation.

Par la suite, ayant constaté l'incapacité des capitalistes de faire tourner une entreprise qui auparavant fonctionnait correctement et engraisait plusieurs dizaines d'actionnaires, ils ont décidé de mettre sur pied une coopérative ouvrière de production. Les études de marché réalisées par l'ADEM (Association pour le Développement Economique de la Martinique), association qui fonctionne sous le patronage du Conseil général et de la Chambre de commerce, montrent qu'il y a place pour une coopérative ouvrière de production, selon les représentants syndicaux membres de la

CSTM dans l'entreprise. Ils affirment vouloir sauvegarder avant tout l'emploi de dizaines de travailleurs qui étaient sans cela destinés à aller au chômage.

Aujourd'hui, les ouvriers de l'entreprise affirment être à un tournant : maintenant que les études sont achevées, il faut passer à la réalisation pratique. Cela ne peut être fait selon les travailleurs que si l'ensemble de la population martiniquaise se joint à eux pour contraindre le Conseil général et l'administration à leur verser toutes les primes et autres subventions auxquelles ils ont droit par ailleurs. D'autre part, ils affirment que leur combat fait partie du combat de la « conscience nationale martiniquaise » et appellent les travailleurs et la population à les soutenir, financièrement s'il le faut.

Que les ouvriers d'Antilles Plastiques 2 ans après la fermeture de l'entreprise n'aient pas abandonné et baissé les bras, montre leur détermination. Ne serait-ce qu'ainsi, ils ont contribué à faire échec au plan des capitalistes visant à licencier brutalement une quarantaine de personnes.

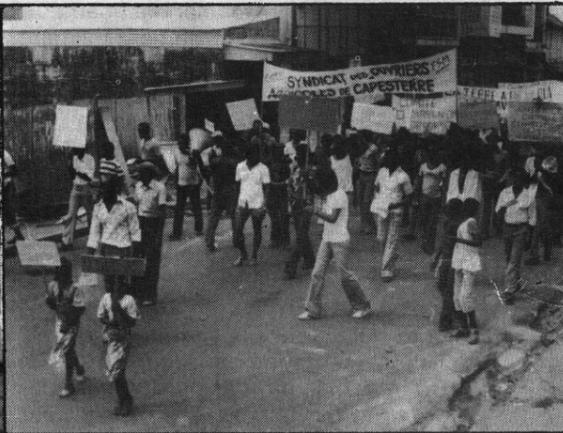
Et leur projet de reprendre à leur compte l'entreprise, dans la mesure où il vise à garder leur travail à des ouvriers qui autrement seraient sans emploi, est un fait positif. Bien entendu, la mise sur pied d'une coopérative ne suffira à changer ni le sort des travailleurs martiniquais, ni même celui des travailleurs d'Antilles-Plastiques !

Car dans la société capitaliste qui est la nôtre, tous les leviers de l'économie sont aux mains des capitalistes : ils possèdent les autres entreprises susceptibles d'être les clients de l'usine, ils possèdent les banques qui octroient les crédits, ils donnent leurs ordres à l'administration, et tous ces éléments peuvent se révéler extrêmement hostiles à la tentative des ouvriers d'Antilles-Plastiques.

Mais ceux-ci peuvent faire un grand pas, si contre la volonté des riches ils peuvent s'offrir un salaire. Et ils ne pourront y parvenir que s'ils s'attirent la sympathie agissante et le soutien de tous les travailleurs.

J.B

ECHOS DES ENTREPRISES



MARTINIQUE

CE KANNARI KI KA DI CHODIE BONDA-I NOUE.

La semaine dernière, une note de service de la direction appelait les travailleurs à faire de l'économie d'énergie, en fermant les portes pour la climatisation et recommandait aux femmes de ménage d'éteindre progressivement aux endroits nettoyés.

La direction ne laisse pas passer une occasion de tenter de nous faire croire que c'est par notre comportement à nous que tout va mal. Quand ce n'est pas le téléphone, c'est l'électricité que nous gaspillons. Cette volonté de culpabiliser que cultive la direction, commence à tourner à la manie.

Mais s'ils insistent ainsi, c'est pour mieux cacher leurs excès à eux. Car qui gaspille autant en ce moment que ce chef blanc de la Caisse nationale, venu en visite exotique en famille, pour lequel voiture et chauffeur ont été mobilisés.

SECURITE SOCIALE : DESCLIEUX

INCROYABLE MAIS VRAI !

Nous avons lu ceci dans le bulletin « Information » n° 3 édité par la direction.

Page 2, Editorial signé du directeur : « Des injustices se commettent soit par dogmatisme, par orgueil ou par égoïsme... ».

Page 18, « Le saviez-vous ? »

« Calcul des rémunérations du personnel des organismes de sécurité sociale les valeurs de points à retenir :

- agent d'exécution : 26 Frs 8057

- agent de direction : 76 Frs 1733 »

Belle injustice !

Le directeur s'y attaquera-t-il sans dogmatisme, sans orgueil et sans égoïsme ? Nous en doutons, disons plutôt qu'il a perdu une belle occasion de se taire.

LA SUITE EST AUSSI INCROYABLE, MAIS VRAIE.

Notre « écho » précédent dévoilait l'écart de la valeur du point qui existe entre les agents d'exécution et les agents de direction. Cet écart allait presque du simple au triple. Eh bien, la différence ne s'arrête pas là.

En effet, la filière de la carrière d'un agent d'exécution s'étale de 102 à 220 points, alors que les agents de direction, eux, bénéficient de 600 points en fin de carrière.

Sans commentaire.

DESCLIEUX : DEVINEZ QUI S'EST FAIT REMETTRE A SA PLACE !

La compétition est telle au service du matériel, pour décrocher la palme de

l'« emmerdeur », que c'est sous forme d'énigme que vous découvrirez celui-ci.

Le jeudi 10 mai à midi, puisque certains agents de Caserne-Bouillé ont opté pour l'horaire aménagé, l'un des nombreux responsables du service a décidé de passer à la surveillance de ceux-ci.

Mais surveillance qui manque de courage, puisque le « mako » pour ne pas révéler son geste, a préféré se cacher derrière le téléphone, en appelant ces agents dans leur service. Mais à son désavantage, le téléphone ne fut pas décroché. C'est alors qu'il eut la malheureuse idée de demander à la standardiste de vérifier si ces agents étaient à leurs postes de travail, mais celle-ci lui a vite fait savoir qu'il s'était trompé d'adresse, si c'était pour se faire aider dans cette triste tâche.

Si vous l'identifiez, dites-lui qu'il a le dossard O et qu'il peut le coller sur son maillot.



Grévistes des chantiers navals de Gdansk en août 1980 pendant les négociations entre solidarité et le gouvernement.

même entraîné avec elle une partie importante de l'armée et même de ses dirigeants.

Cela ne s'est pas passé ainsi. Les Russes ne sont pas intervenus, mais l'armée polonaise tente de faire de l'intérieur la remise en ordre du pays.

L'état polonais après avoir été pendant des mois malmené, ridiculisé et après avoir cédé devant les revendications des travailleurs, pris par surprise devant l'ampleur et la rapidité du phénomène « Solidarité » a pris le temps de trouver des solutions qui lui soient favorables. Après avoir usé différents hommes d'état civils (Gierek, Kania...) c'est un Jaruselski militaire déguisé en modéré qui a finalement utilisé l'armée, ultime recours de tous les états face à une population qui revendique et se mobilise trop loin. L'armée est une partie de l'appareil d'état. Elle est en permanence prête à servir pour faire régner l'ordre contre la population, contre les travailleurs. Solidarité a su mobiliser, regrouper ensemble des millions (DIX MILLIONS !) de travailleurs pour exiger le droit d'association, de grève pour mettre en avant des revendications économiques importantes pour les travailleurs : sur le temps de travail, les conditions de travail et sur la gestion des entreprises... Mais dans un pays comme la Pologne, qui est un pays pauvre, ces simples revendications qui sont couramment admises (en France ou aux USA par exemple) mettaient le pays en état de crise politique.

Liberté de réunion, d'association, ou de grève ou le parlementarisme ne peuvent être tolérés durablement dans les pays pauvres. La démocratie, même limitée, est un luxe pour pays riches. Et pour ceux-ci tant que la crise ne s'aggrave pas au point où même les bourgeoisies de pays riches voudront elles aussi imposer aux travailleurs de ces pays (comme la France ou l'Angleterre) les 12 heures et la suppression des congés, etc... et donc la suppression des libertés par militaires interposés si nécessaire.

Solidarité a réuni plusieurs millions de travailleurs pour réclamer et revendiquer ces libertés et une meilleure situation économique. Mais elle n'a pas pu ou pas voulu munir les travailleurs de l'instrument qui aurait pu les préserver d'être pris par surprise par un coup de force militaire, cet instrument c'est le parti révolutionnaire. C'est le parti révolutionnaire qui permet aux travailleurs de faire face à de telles éventualités. Ni les manifestations massives, ni les grands rassemblements culturels ou syndicaux ou autres ne constituent en soi un moyen d'action pour imposer les points de vue de la population à la minorité qui détient le pouvoir.

« Qui a du fer a du pain » disait un révolutionnaire. Aujourd'hui tout cela les travailleurs de Pologne l'expérimentent, le vivent. Mais c'est pour tous les oppri-

més dans le monde une leçon importante. Il faut prévoir de faire face à la principale force de l'état : l'armée. La lutte des pauvres se pose nécessairement à un moment donné sur le plan militaire. Ils doivent apprendre à y faire face. Ils doivent s'y préparer.

Alors aujourd'hui le peuple polonais est-il écrasé ou définitivement mis au pas ?

Jaruselski a le contrôle du pays. Mais si comme le disaient des journalistes, des milliers de travailleurs d'une usine n'ont produit en tout et pour tout, qu'un seul tracteur en plusieurs jours de travail, cela montre bien que malgré les condamnations pour fait de grève, malgré les milliers d'arrestations, Jaruselski ne parvient pas à imposer sa loi militaire.

Il y a des exemples de lutte dans tout le pays. Il y a des tentatives parmi les travailleurs pour renouer les liens rompus par les arrestations. C'est maintenant l'ensemble de la population qui fournira des opposants mais qui cette fois cherchera une autre voie pour se battre que la voie purement syndicale.

Des milliers de jeunes, de travailleurs vont apprendre à lutter clandestinement. Et contre cela, le gouvernement militaire polonais ne pourra rien d'autre que réprimer quand il le pourra. Il n'aura plus affaire à des rassemblements ou à des travailleurs enfermés dans une mine qu'ils remplissent de gaz lacrymogène, mais à des combattants qui apprendront à mesurer et à calculer face à la dictature militaire la force et la portée de leur coups.

Les travailleurs polonais ont aujourd'hui perdu une partie du terrain qu'ils avaient gagné dans leurs luttes de 1980 et 1981, mais ils ne semblent pas accepter le fait militaire. Ils ne sont pas écrasés. Ils résistent. Ce sont les premiers pas. Et Jaruselski et les Russes qui se félicitent déjà d'avoir réussi n'y pourront pas grand chose. Dans la Russie d'autrefois, tsariste et policière, des révolutionnaires se sont levés, de toutes les usines et de toutes les campagnes sont sortis les germes de la révolution socialiste de 1917. Malgré la présence d'une armée américaine de 500 000 hommes, le petit peuple du Vietnam a contraint l'impérialisme américain à reculer. Les Russes, malgré deux ans d'occupation militaire de l'Afghanistan ne sont pas encore parvenus à vaincre la résistance afghane.

Alors dans une classe ouvrière de plusieurs millions d'ouvriers qui se battent, s'instruisent, depuis près de deux ans, il se trouvera bien quelques dizaines de milliers d'entre eux qui s'organiseront pour la révolution, pour que la classe ouvrière polonaise vise ouvertement alors la prise du pouvoir, quand les circonstances lui seront favorables, et sa force suffisante.

G.R.

de commande. L'armée coloniale est là bien organisée et présente. La base aérienne nouvellement construite sous Giscard, le renforcement des forces déjà présentes, l'amélioration de leur matériel, tout est là pour faire de cette force militaire un instrument contre la population. La moitié du contingent présent aux Antilles est constitué de jeunes blancs qui sont éduqués dans une atmosphère raciste (Ex. A la Jaille, Noirs et Blancs mangent séparément... bien que dans le même réfectoire, on ne voit guère les jeunes Blancs du contingent avec des Noirs quand on les rencontre dans la rue).

Le mercredi qui a suivi l'action du Comité contre le génocide contre des magasins appartenant à des Blancs, tous les quartiers de Pointe-à-Pitre ont été mis sous surveillance policière (groupes de CRS et policiers dans les carrefours).

Les intérêts que protège ici le gouvernement c'est tout simplement ceux des possédants. Il le fait ici, comme il le fait en France. Il « amuse la galerie » avec des hochets comme il le fait en France avec des roses, des bonnes paroles en renvoyant les 35 h à 1985, en essayant de convaincre les paysans français en colère que tout va bien pour eux... mais qu'ils sont manipulés par la droite.

Ici les préfets « socialistes » de Martinique sont intervenus constamment pour convaincre des travailleurs d'accepter les conditions imposées par les patrons. Et à deux reprises, on a vu les forces de répression intervenir contre les actions des travailleurs. Pas très violemment certes, mais de l'autre côté il n'y a que sourires et compréhension envers les patrons.

Alors tout cela ne se pose pas sur le plan « culturel ». Le pouvoir réel, c'est le pouvoir politique et militaire. C'est la possibilité de se diriger et de décider de l'économie, de la production et de l'organisation sociale de nos pays.

Cela ne se fera pas en se limitant à la « négrification » des administrations. Le fait que toute ces administrations soient dirigées par des Blancs est la traduction d'un fait colonial. Mais le fait colonial, c'est aussi l'exploitation renforcée des travailleurs, c'est aussi le pillage de nos pays par des capitalistes français. C'est aussi l'existence d'une classe aisée parmi les Noirs.

La plupart des organisations politiques anticolonialistes ont fait du problème culturel un moyen de mobilisa-

tion. Et en Martinique, comme en Guadeloupe, des milliers de jeunes expriment par cette voie leur conscience politique anticolonialiste. Maintenant ils pourront voir à quel point il y a là un leurre, une possibilité d'être trompés, s'ils se limitent à cela.

Car c'est une façon pour eux de s'écarter de la seule préparation sérieuse à la lutte, c'est-à-dire la préparation politique.

Ce n'est pas innocemment que des organisations nationalistes comme le PPM ou l'UPLG persistent à suivre cette voie : les adultes font de la politique et les jeunes font du « culturel ».

Ce n'est pas par hasard que le gouvernement de Mitterrand répond sur ce terrain et s'y trouve très à l'aise.

Il faut voir les choses telles qu'elles sont, il n'y a pas de pouvoir culturel. Il n'y a pas de solution en se contentant de l'« antillanisation » ou de la « négrification ».

La solution réelle c'est que les Noirs pauvres, notamment la jeunesse, se préparent à la lutte pour chasser le colonialisme et pour mettre en place le pouvoir des Noirs pauvres. Ce n'est pas simplement de la négrification. C'est la lutte contre le pouvoir blanc, contre le racisme officiel pour un Etat des pauvres.

Le pouvoir colonial veut mettre en place des Noirs privilégiés par la culture et l'instruction. Il sélectionne des « élites ». A cela nous devons répondre que nous voulons un état des Noirs pauvres indépendant des blancs et des riches.

Les Noirs aisés ou riches ont une autre possibilité que de servir dans les rangs de l'administration coloniale (même avec les meilleures intentions du monde), c'est de rejoindre la lutte des pauvres. Les Noirs pauvres veulent la fin du colonialisme, mais ils veulent surtout édifier une société radicalement différente de celle qui existe aujourd'hui. Ils veulent une société où ce n'est pas l'argent qui définit la place des gens dans la société, mais où tous sont égaux et frères.

Une telle société fondée sur la disparition de l'exploitation fera place à tous ceux qui voudront abandonner les vieilles conceptions capitalistes, bourgeoises pour vivre dans une société où tous les biens et tous les fruits du travail appartiendront à tous également, mais où il y aura aussi à gagner d'autres biens qui ne sont pas matériels.

BASSE TERRE : LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE EST GRASSEMENT SUBVENTIONNE PAR RAPPORT AUX AUTRES GROUPES

A l'initiative du Centre d'Action culturelle, le théâtre de la mer a présenté samedi 26 décembre, devant plus de quinze cent personnes une de ses créations.

C'était un spectacle de son et lumière joué sur l'eau. Il avait pour thème l'antagonisme entre les habitants des fonds marins habitués au silence et ceux de la surface de la terre plus bruyants. L'heure et demie de spectacle fut une réussite technique. La coordination entre le jeu des comédiens, le bruitage, les feux d'artifice, les plongeurs sous-marins, et autres moyens utilisés fut parfaite. Les spectateurs purent voir ce samedi un des premiers, sinon le premier spectacle son et lumière présenté en Guadeloupe sans que la plupart d'entre eux eussent à payer.

L'organisation de cette soirée coûta au Centre d'Action culturelle la bagatelle de trente millions d'anciens francs. C'est vous dire l'importance des subventions dont bénéficie ce Centre. Subventions versées pour une petite part par le Conseil général de la Guadeloupe et pour la plus grande part, par le ministère de la Culture.

Il est à noter que le Centre a toujours soigneusement évité de présenter des pièces ou des spectacles pouvant introduire des débats d'idées. Il présente des concerts, des expositions, et autres spectacles totalement apolitiques. N'empêche qu'il bénéficie des subventions du Conseil général. Il a été mis en place par le gouvernement de droite de Giscard puis confirmé par le gouvernement de gauche de Mitterrand. Ce gouvernement socialiste de Paris a même augmenté substantiellement la subvention accordée au Centre pour l'année à venir.

A côté, les MJC des différentes communes, le Conseil guadeloupéen de la jeunesse et

autres associations à caractère culturel qui animent les quartiers et tentent de travailler avec des centaines, voir des milliers de jeunes, eux ne sont financés que parcimonieusement ou ne le sont pas du tout.

Cette discrimination au niveau du financement est flagrante. Ceux qui se contentent de développer une action culturelle apolitique ont des sous, les autres qui ne s'en contentent pas, reçoivent beaucoup moins, sinon rien du tout.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE :

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728